



Raconter nos histoires.
Écrire notre avenir.

iisd International Institute for Sustainable Development
Institut international du développement durable

Rapport annuel 2013-2014



Table des matières

Mission et vision	3
Message du président.....	4
Message du président-directeur général.....	5
Réforme du droit du commerce international.....	6
Le système d'indicateurs démontre le bien-être	10
Rapports complets sur les normes	14
Accessibilité, pour les jeunes, des politiques sur l'eau.....	18
Couverture de la transparence dans le processus mondial	22
Outils pour renforcer la résilience face aux changements climatiques.....	26
Pratiquer la durabilité interne	30
Conseil d'administration de l'IISD.....	34
Personnel de l'IISD	35
Cadre conceptuel pour le Plan stratégique de l'IISD	36
Résumé des états financiers consolidés	38

Siège

161, avenue Portage Est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba) Canada
R3B 0Y4
Tél. : +1 204 958-7700
Téléc. : +1 204 958-7710
info@iisd.ca
www.iisd.org

Bureau de Genève

La maison internationale
de l'environnement 2
9, chemin de Balxert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : +41 22 917-8683
Téléc. : +41 22 917-8054

Bureau d'Ottawa

75, rue Albert, bureau 903
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 5E7
Tél. : +1 613 238-2296
Téléc. : +1 613 238-8515

Services d'information de l'IISD

300 East 56th Street #11D
New York, NY 10022 USA
Tél. : +1 646 536-7556
Téléc. : +1 646 219-0955
www.iisd.ca

*Notre vision : Un mieux-vivre durable pour tous
Notre mission : Assurer un avenir durable aux sociétés
en favorisant l'innovation*

L'Institut international du développement durable (IISD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, la politique économique, les changements climatiques et l'énergie, la gestion du capital naturel et social ainsi que le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IISD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Le financement de ses dépenses de fonctionnement de base provient du gouvernement du Canada, par l'entremise du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), ainsi que du ministère des Affaires étrangères du Danemark et du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

iisd International
Institute for
Sustainable
Development Institut
international du
développement
durable

Message du président



L'année du renouveau

Cette année, l'Institut international du développement durable s'est concentré sur ses forces et sur sa reconfiguration afin de promouvoir avec succès le développement durable dans les politiques et la pratique. Grâce au président Scott Vaughan et à notre personnel, à nos associés et à nos partenaires dévoués, nous avons pu mettre en œuvre notre plan de renouvellement. Cela a été le cas pour nos domaines de travail traditionnels, mais a été également démontré par l'enthousiasme infatigable et vif pendant tout le fructueux processus de négociation qui a débouché sur l'acquisition, par l'Institut, des installations de recherche sur l'eau douce renommées de la région des lacs expérimentaux.

Un solide leadership, une équipe dévouée et un recentrage de nos énergies garantiront que nous tirerons le meilleur parti possible de notre position parmi les principaux groupes de réflexion mondiaux pour aborder les défis économiques, environnementaux et sociaux les plus pressants auxquels est confrontée notre planète.

Pleins feux sur la question

Alors que 2015 approche, nous nous trouvons à une croisée des chemins cruciale. La communauté du développement international réfléchit déjà sur l'efficacité et le legs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), tels que déterminés par les Nations Unies, tandis que la date de leur échéance, fixée à 2015, arrive à grands pas. L'occasion nous est maintenant offerte de déterminer la voie dans laquelle nous souhaiterions que le secteur s'engage alors qu'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) utilisant l'élan des OMD et convergeant vers l'ordre du jour de développement de l'après-2015 est en cours d'élaboration. Notre équipe des Services d'information assiste à toutes les réunions importantes de ce processus et veille à ce que les parties intéressées aient accès à l'intégralité des renseignements pertinents.

L'année passée, que ce soit dans les médias ou dans notre propre collectivité, nous avons tous constaté les effets destructeurs des changements climatiques. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP19) de Varsovie, qui a eu lieu en novembre 2013, nous a apportés une lueur d'espoir, les nations convenant de réduire les

émissions. Cependant, il reste beaucoup à faire avant la CdP21 de Paris en 2015. Les travaux de l'IISD pour réduire à l'échelle mondiale les subventions nuisibles pour les combustibles fossiles, tout comme l'analyse des politiques que nous produisons au sujet de l'atténuation des changements climatiques s'avéreront essentiels. Les outils que nous élaborons, tels que notre projet *Climate Resilience and Food Security in Central America (CREFSICA)* permettent déjà aux collectivités dans les régions les plus vulnérables de la planète d'améliorer leur résilience face aux changements climatiques.

Notre équipe, nos partenaires

Nous ne pouvons jamais sous-estimer la valeur des apports faits à l'IISD par notre talentueuse équipe dévouée constituée par le personnel, les chercheurs et les associés de l'Institut. Sans parler du fidèle soutien du conseil d'administration auquel s'est joint Leiv Lunde l'année passée. Patricia Moles-Rivero est maintenant notre vice-présidente internationale et Michael Vukets assume le rôle de vice-président canadien. Janice Gair est désormais secrétaire générale. Elle apporte à ce poste une vaste connaissance de notre organisation acquise au fil de plus de vingt ans de travail à l'Institut. Pour Emőke Szathmáry, Michel De Broux, Maurice Biron, Pedro Moura Costa, Jiahua Pan, Emmanuelle Sauriol, Bruce Schlein et Vicky Sharpe, 2013-2014 marque leur dernière année au conseil d'administration. Nous leur sommes reconnaissants de leurs considérables apports.

Et puis, je souhaite reconnaître ici le fidèle soutien de tous nos partenaires, tels que l'Union européenne, les gouvernements du Danemark et de la Suisse, et au Canada, le Centre de recherches pour le développement international ainsi que les provinces de l'Ontario et du Manitoba. Nous accordons un grand prix aux liens privilégiés que nous avons tissés avec les acteurs du secteur privé, les fondations et les donateurs individuels. Leurs généreuses contributions nous honorent. Cette année a été exceptionnelle.

Daniel Gagnier,
Président du conseil
d'administration

Message du président-directeur général



Continuité et transformation

Cette année a été très importante pour l'IISD. Notre plan stratégique quinquennal a été mis à jour, intégrant l'objectif fondamental de la motivation de l'intégration et de la promotion de solutions cohérentes, impérieuses et holistiques aux défis de la durabilité. Des décennies après la formulation du concept du développement durable, trop fréquemment encore la science, la politique économique, les approches commerciales et les régimes internationaux travaillent séparément, voire dans un climat d'antagonisme croissant. L'incohérence des politiques prévaut trop souvent. Ainsi, les politiques promises pour limiter la pollution due au carbone sont complètement balayées par les milliards de dollars dépensés par les trésors nationaux afin de renforcer le secteur des combustibles fossiles au moyen de subventions inefficaces. Trop souvent, les gouvernements manquent des occasions évidentes qui pourraient promouvoir la durabilité, comme l'harmonisation de dépenses publiques considérables d'approvisionnement pour écologiser les normes telles que les systèmes énergétique sobres en carbone et fondés sur des énergies propres.

Le plan stratégique quinquennal de l'IISD repose sur les forces fondamentales qui ont suscité le respect pour nos travaux à l'échelle mondiale, tout en continuant à axer nos efforts sur les nouveaux domaines tels que la réforme des marchés financiers, les systèmes énergétiques transformateurs, la résilience et la gestion de l'eau douce.

L'accord permettant à l'IISD d'assumer la gestion de la région des lacs expérimentaux (ELA) est l'un des points saillants de l'année. L'ELA est une installation de recherche canadienne à l'échelle des lacs et des écosystèmes. Depuis 45 ans, l'installation a joué un rôle crucial dans l'élaboration des politiques de santé environnementale et humaine connexes à l'eau douce. Alors que l'Institut ouvre un nouveau chapitre dans ses 25 ans d'histoire en assumant la responsabilité de l'ELA, nous sommes inspirés par les scientifiques, les donateurs et les décideurs engagés tant au Canada qu'à l'étranger, et nous leur sommes reconnaissants de l'appui qu'ils nous ont apporté pour que l'ELA demeure ouvert. Cela souligne, à mes yeux, le profond engagement des Canadiens envers la science indépendante, fondé sur le simple principe que les politiques fondées sur la science ne peuvent aller de l'avant sans une base scientifique extrêmement solide. Les travaux de l'IISD cette année seront centrés sur la formulation d'un plan d'action qui relie la recherche scientifique de l'IISD-ELA et les politiques.

Le regain de nos travaux en Chine est un autre point saillant. La Chine est un pays qui fait face à des défis extraordinaires au niveau de la qualité de l'environnement et offre des exemples exceptionnels d'engagement et d'innovation dans le domaine des politiques. Avec l'ouverture d'un bureau à Beijing, l'IISD a approfondi ses partenariats pour aider à intégrer les critères de durabilité dans les marchés financiers au moyen de bons verts, améliorer la responsabilisation au moyen de systèmes de vérification environnementale et évaluer la façon dont les instruments d'investissement internationaux ou l'approvisionnement vert peuvent devenir des plateformes de politique propres à promouvoir la durabilité. Les principaux partenariats incluent ceux avec le Centre de Recherche et de Développement du Conseil d'État, plusieurs ministères et le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCCIED).

À l'automne 2013, l'IISD a été fier de former un partenariat avec Winnipeg Centraide pour lancer *Peg* un nouvel ensemble d'indicateurs de durabilité urbaine qui reflète l'état des conditions sociales, économiques et environnementales dans l'une des plus grandes villes du Canada (Winnipeg, là où se trouve le siège de l'IISD). Étant donné l'importance cruciale de la preuve pour éclairer les principales décisions communautaires, concernant des domaines allant de la santé publique aux espaces verts en passant par le niveau de réussite de l'enseignement, l'IISD s'efforce activement de reproduire *Peg* au Canada et ailleurs, y compris en Chine et à Mexico. Nous sommes fiers de notre partenariat avec Centraide pour cette initiative.

Pour appuyer ces actions et d'autres, l'IISD poursuit son examen et sa mise à jour de systèmes de soutien essentiels tels que les communications, les technologies de l'information et la gestion de projet, avec pour objectif de les rendre aussi novateurs, rigoureux et intégrés que les domaines fondamentaux visés par nos travaux. Je souhaite la bienvenue à Hans Herrmann à l'IISD en qualité de directeur général chargé de coordonner ces différentes étapes. Je demeure reconnaissant envers le personnel, les associés et les membres émérites de l'IISD pour leur engagement passionné et inlassable envers la durabilité.

Scott Vaughan,
Président-directeur général

Lil semble que Nathalie Bernasconi-Osterwalder ait été destinée à faire carrière dans le droit international. Très jeune, elle aspirait déjà à devenir avocate. Elle a concrétisé son ambition, étant aujourd'hui avocate principale en droit international et directrice du programme d'investissement à l'IISD.

« Enfant, vous avez tout un tas d'illusions sur ce que le droit vous permettra d'accomplir » dit-elle. « La recherche de la justice est la véritable raison pour laquelle je voulais étudier le droit. Plus tard, je me suis intéressée au droit international comme moyen pour les pays de se rapprocher et de trouver des solutions de façon pacifique. »

Citoyenne à la fois de la Suisse et du Canada, M^e Bernasconi-Osterwalder a toujours travaillé avec une perspective internationale. Après avoir précisé ses centres d'intérêt, elle a maintenant choisi le domaine du droit économique international, œuvrant pour traiter les inégalités entre différents États. Par conséquent, il était tout naturel qu'elle fasse partie de l'équipe de l'IISD qui a fait des apports considérables aux travaux de révision de ses propres règles d'arbitrage effectués par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI); processus au terme duquel les organisations et les pays ont collaboré pour veiller à ce que la CNUDCI adopte des nouvelles règles qui garantissent la transparence des arbitrages entre investisseurs et États ainsi que l'accès pour tous.

Le processus, qui a duré sept ans, a débuté en 2006 lorsque la CNUDCI a commencé à réviser ses règles d'arbitrage. L'IISD y avait déjà décelé une brèche béante : la question de la transparence. Que les arbitrages concernent la remise en question, par un investisseur, d'une mesure environnementale ou de participation légitime ou sa demande que l'État lui verse des millions, voire des milliards de dollars, il s'agit de questions qui touchent le public et auxquelles il devrait s'intéresser de près. Le but de l'IISD était donc très clair.

« Ce que nous souhaitions faire à la CNUDCI, c'était d'accroître la transparence pour que le public et les autres gouvernements participant à des arbitrages similaires puissent savoir ce qui se passe à huis clos », dit Nathalie Bernasconi-Osterwalder.

Après avoir obtenu le statut d'observatrice au sein du groupe de travail créé pour réviser les règles d'arbitrage, elle constate avec plaisir que l'IISD a joué un rôle essentiel dans l'alimentation d'un débat, jusqu'alors inexistant, sur la transparence du processus. Elle explique que l'IISD avait aussi le savoir-faire nécessaire pour « suggérer un libellé juridique spécifique et un cadre indiquant comment cela pourrait fonctionner », tout ceci étant, selon elle, reflété dans les règles finales.

Nathalie Bernasconi-Osterwalder est engagée envers l'intégration de la transparence dans les processus juridiques internationaux.



Un engagement envers la justice a permis de prôner avec succès la transparence du droit commercial international



Le processus a réservé quelques surprises. M^e Bernasconi-Osterwalder ne s'attendait pas au nombre de pays développés qui se sont *opposés* à la transparence au début du processus et hésitaient à en voir les avantages possibles. Des pays en développement, comme l'Argentine et l'Afrique du Sud, étaient très en faveur d'une transparence accrue. Cependant, au fil des sept ans, les pays sont parvenus à trouver un terrain d'entente et de collaboration vers un objectif commun.

Le 1^{er} avril 2014, le Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (« Règlement sur la transparence ») est finalement entré en vigueur. Il couronne d'un succès retentissant le travail acharné de Nathalie Bernasconi-Osterwalder et de son équipe. « Le résultat positif est que nous avons maintenant des règles émanant des Nations Unies utilisées par la majorité pour garantir la transparence des arbitrages entre investisseurs et États. »

Mais l'issue d'un processus d'un tel niveau ne peut intéresser que les spécialistes du droit commercial international! Pas du tout, dit-elle. À son avis, il s'agit d'un résultat qui affecte tout un chacun, car il concerne, au fond, le droit du public à être informé. « Le fait est qu'en matière d'arbitrages entre un investisseur et un État, le nombre de plaintes déposées contre les États est en hausse. En fin de compte, l'issue de ces affaires a des incidences directes sur chacun de nous. » Les résultats peuvent avoir des répercussions

sur le processus démocratique puisque les investisseurs peuvent remettre en question toutes sortes de mesures gouvernementales. Qui plus est, ces affaires peuvent se traduire par des dépenses considérables de deniers publics, et donc de l'argent des contribuables. Le Règlement sur la transparence garantit simplement que le public peut accéder à tous ces renseignements.

Même après un succès de cette ampleur, l'équipe n'a aucune intention de se reposer sur ses lauriers. Ses membres s'affairent déjà sur un second processus : celui de l'application des nouvelles règles aux traités déjà en œuvre ainsi qu'à tous les autres processus tels que ceux régis par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Ils travaillent en outre à une plus vaste réforme institutionnelle et envisagent divers mécanismes pour améliorer le règlement des différends et pour offrir des solutions de rechange, y compris un mécanisme d'appel.

En fin de compte, M^e Bernasconi-Osterwalder est heureuse d'avoir vu des nations différentes coopérer vers la réalisation d'un objectif commun; l'une des principales raisons pour lesquelles elle est devenue avocate. En ce qui concerne le processus de la CNUDCI, elle révèle que ce qui l'a rendue la plus fière c'est « qu'à un moment donné, la discussion a véritablement pris son envol », dit-elle. L'IISD a entamé la discussion, suggéré des options quant à la façon d'aborder la question, offert le savoir-faire et le cadre, « mais à un moment donné, les États ont véritablement commencé à collaborer et ont adopté la question, la faisant leur ».

« Le fait est qu'en matière d'arbitrages entre un investisseur et un État, le nombre de plaintes déposées contre les États est en hausse. En fin de compte, l'issue de ces affaires a des incidences directes sur chacun de nous. »



Un système d'indicateurs affiche les données sur le pouvoir du bien-être, les partenariats communautaires

Sauf les « insupportables extrêmes météorologiques », Heather Block adore Winnipeg, sa ville natale, et en parle avec fierté. « J'adore le fait qu'on a l'impression d'être dans une petite ville (on trouve toujours des points communs entre les gens), tout en ayant accès à tous les avantages de la vie dans une grande ville. » Elle a contribué à l'amélioration de sa ville tout au long de sa vie professionnelle. Ayant œuvré comme travailleuse sociale puis dans le secteur du développement communautaire, elle est aujourd'hui directrice des initiatives stratégiques de Winnipeg Centraide; organisation partenaire de l'IISD pour le projet Peg.

« Peg est le système d'indicateurs communautaires de Winnipeg », dit M^{me} Block, « et ce que cela signifie, c'est que nous avons déterminé huit domaines différents de bien-être au sein de chacun desquels nous avons identifié un certain nombre d'indicateurs que nous suivons chaque année pour voir où nous en sommes. » Le projet fait le suivi d'éléments tels que la quantité de matériel recyclé par les habitants de Winnipeg, le nombre d'enfants en garderie, le taux de diabète et le nombre d'étudiants qui terminent l'école secondaire, puis présente les résultats dans des rapports visuellement attirants et sur son site Web (mypeg.ca), ainsi que dans les médias sociaux.

« Aucun des indicateurs, par lui-même, n'a de réelle valeur pour nous dire comment nous nous portons, en tant que ville. C'est leur ensemble et les résultats au fil des ans qui comptent. » L'objectif est d'utiliser ces renseignements à titre de preuve pour justifier et aider les mesures et les améliorations dans ces secteurs; d'où le slogan *Tracking Progress, Taking Action* (*Suivre les progrès, inspirer l'action*).



Le lancement de Peg en décembre 2013 a rassemblé la communauté qui s'est penchée sur les indicateurs sociaux, économiques et environnementaux du bien-être urbain.

Winnipeg Centraide a contacté les habitants de la ville pour leur demander ce qu'il fallait, d'après eux, pour améliorer la participation communautaire. Heather Block fait remarquer que « l'une des questions récurrentes était : Comment savoir si le temps, l'énergie et les investissements que nous offrons font une différence? » Manifestement, il fallait un système d'indicateurs. Cela a suscité un partenariat entre Winnipeg Centraide et l'IISD, dont l'énergie et la vision ont débouché sur la création du premier système d'indicateurs communautaires de Winnipeg.

Heather Block est tout à fait ravie par la collaboration des deux organisations pour Peg : « Cela a été un véritable partenariat, juste celui qu'il fallait ». Les compétences et les connaissances spécialisées de l'IISD dans le domaine de la collecte des données complétaient parfaitement la connaissance approfondie qu'avait Winnipeg Centraide de la ville et de ses habitants. Selon M^{me} Block, l'IISD était le collaborateur rêvé en raison de l'attention portée aux détails et de la relation de travail harmonieuse qui ont permis de développer le projet sans heurts. L'appui du président-directeur général de l'IISD, Scott Vaughan, a été très apprécié.

Naturellement, il y a eu quelques problèmes. Heather Block sait qu'il est toujours difficile de trouver un financement durable pour ce genre de projets, spécialement lorsqu'ils ne sont pas axés sur un besoin immédiat. Winnipeg Centraide et l'IISD ont

cependant collaboré pour obtenir un financement intersectoriel, qui a également garanti une plus grande crédibilité des résultats du projet.

Après les années de consultation, de planification, d'élaboration et de collecte des données, Peg a été dévoilé en décembre 2013, en même temps que le lancement de son site Web. Quelques mois plus tard, les incidences du projet sont déjà notoires. M^{me} Block parle d'organisations qui ont présenté des propositions de financement qui citent des données tirées de Peg, des réunions avec Éducation Manitoba pour élaborer des programmes d'études qui utilisent les indicateurs de Peg et l'élaboration de nouveaux ensembles de données qui se sont avérées non existantes, mais ont été cruciales lors de l'étape d'élaboration du projet.

En fait, il semble que rien ne peut arrêter le système Peg! De l'Ontario et la Saskatchewan, à des villes dans des pays aussi différents que la Colombie, le Mexique, les Émirats arabes unis, la Hongrie et la Chine, l'intérêt envers une reproduction du système est vif et l'IISD est actuellement en pourparlers avec certaines des collectivités locales de ces pays. Heather Block précise que tous ces systèmes d'indicateurs refléteraient les différences des villes auxquelles ils s'appliqueraient, mais que la structure de base et le processus tirés de Peg peuvent, et devraient, être reproduits dans n'importe quelle ville du monde.

Pour elle, cependant, il s'agit au fond de changer la conversation, en espérant susciter, en fin de compte, un véritable changement pratique. Elle se souvient du jour précédant la campagne de sensibilisation aux troubles mentaux, *Cause pour la cause*, de Bell Canada, lorsque Winnipeg Centraide et l'IISD ont publié l'une des conclusions les plus inquiétantes de Peg : qu'un habitant sur quatre de Winnipeg avait reçu un diagnostic d'anxiété ou de trouble de l'humeur au cours des cinq dernières années. « Le jour suivant, lors du lancement de la campagne, ce que j'ai vu sur Twitter, c'est que nos chiffres étaient utilisés et cités par un grand nombre d'utilisateurs dans un grand nombre de messages au sujet de la campagne... [j'ai su] que nous avons ajouté au dialogue de ce jour-là et l'avions peut-être même influencé. Et c'est ce dont il s'agit. »

Peg : « Cela a été un véritable partenariat, juste celui qu'il fallait. »



Jason Potts a décidé très tôt dans sa carrière d'utiliser ses connaissances des normes de durabilité pour aider les producteurs agricoles dans les pays en développement. Alors qu'il terminait ses études sur l'éthique et l'économie, il s'est activement impliqué dans les activités de *Fairtrade*, l'organisation de normalisation et de certification la plus vaste et la plus largement reconnue qui vise à garantir que les agriculteurs et les artisans obtiennent un juste prix pour leurs produits. Ses travaux pour *Fairtrade*, l'ont amené à réaliser l'importance des marchés économiques dans la promotion de la production et des pratiques commerciales durables. Avant même la fin de ses études en droit axées sur le commerce durable, il avait déterminé que les *normes volontaires de durabilité* (NVD) étaient un outil efficace fondé sur le marché capable d'aider les producteurs agricoles dans les pays en développement.

Lorsque Jason Potts a commencé sa carrière en 2002, les NVD étaient largement confinées aux marchés très spécialisés et n'avaient pas encore attiré une plus vaste attention. S'efforçant de généraliser la production durable des produits de base, il a cofondé et coordonné la *Sustainable Commodity Initiative* (SCI), une initiative gérée par l'Institut international du développement durable (IISD) et par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Dès 2003, la SCI avait déterminé les cinq domaines prioritaires suivants pour la promotion de la production durable dans les chaînes de production mondiales : 1) renforcer l'assistance technique, 2) appuyer l'accès à l'information concernant le marché, 3) améliorer l'accès aux finances, 4) renforcer les éléments de preuve concernant les répercussions et 5) promouvoir l'élaboration de politiques de soutien.



Atelier collaboratif de collecte des données du SSI

Le rapport SSI Review améliore la compréhension mondiale des normes volontaires de durabilité

Pour aider à satisfaire aux besoins de la SCI, trois initiatives transversales ont été mises en place : le *Sustainable Commodity Assistance Network* (SCAN) qui offre une assistance technique personnalisée, le *Committee on Sustainable Assessment* (COSA) qui développe un ensemble de preuve des répercussions, et l'Alliance financière pour le commerce durable (FAST) qui accroît l'accès aux finances.

Plus récemment, la *State of Sustainability Initiative* (SSI) est devenue la quatrième initiative pour aider à promouvoir la SCI en appuyant l'accès aux renseignements concernant le marché. Partie à cette initiative, Jason Potts a dirigé une équipe de chercheurs de l'IISD qui ont analysé 16 des NVD les plus importantes actuellement utilisées dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des biocarburants, tant du point de vue des systèmes et des caractéristiques que de celui du marché et des tendances.

Pour promouvoir l'efficacité et l'exactitude des données, il a collaboré directement avec le Centre du Commerce International (ITC) et les organisations de normalisation pour recueillir, combiner, vérifier et communiquer les données tous les ans. Le rapport, connu sous le nom *SSI 2014 Review*, a reconnu une valeur commerciale de 31,65 milliards de dollars et est rapidement devenu le premier rapport en son genre qui, non seulement établit une référence internationale fiable pour rendre compte des normes de durabilité, mais suit le rendement mondial des produits conformes aux normes sur les marchés et les compare.

« Nous avons besoin de ces renseignements et de ces données pour alimenter le dernier domaine de priorité

de la SCI : promouvoir l'élaboration de politiques de soutien pour les produits et marchés durables », a dit M. Potts. « Jusqu'à maintenant, la SCI a centré la majorité de son attention sur les quatre premières priorités, étant donné qu'elles sont des prérequis pour la cinquième. Comment prôner une politique de soutien si vous n'avez pas les réponses aux autres questions? »

Pour illustrer la façon dont les conclusions du *SSI 2014 Review* pourraient s'insérer dans une politique, il indique la section sur le marché mondial selon laquelle une plus grande concentration de production durable a été constatée dans des pays relativement plus développés, tels que le Brésil, la Colombie et d'autres pays d'Amérique latine. « C'est exactement les renseignements qu'il nous faut pour aiguiller le soutien des agences de développement afin de garantir que d'autres pays dans des régions telles que l'Afrique et l'Asie, qui ont les besoins les plus pressants, ont aussi accès à ce marché. On ne peut s'en remettre aux marchés eux-mêmes pour régler cette question, peu leur chaut l'équité. C'est là que nous intervenons, et le *SSI 2014 Review* nous aide à le faire. »

Considérant les prochaines étapes importantes de l'élaboration des normes de durabilité, Jason Potts souligne un certain nombre de domaines supplémentaires dans lesquels les gouvernements peuvent intervenir pour appuyer l'adoption de pratiques durables. Au fil des prochaines années, il centrera ses travaux sur l'élaboration d'un cadre de politique de soutien pour encourager l'adoption de pratiques durables à ce niveau.

« C'est exactement les renseignements qu'il nous faut pour aiguiller le soutien des agences de développement afin de garantir que d'autres pays dans des régions telles que l'Afrique et l'Asie, qui ont les besoins les plus pressants, ont aussi accès à ce marché. »





Scott Young (4^e à partir de la gauche) savait que son musée devait conter l'histoire du lac le plus menacé du monde. Il a demandé conseil aux experts de l'IISD dans le domaine de l'eau et une exposition d'avant-garde est née.

Une exposition unique en son genre concrétise, pour les jeunes, les enjeux des politiques sur l'eau douce



Scott Young était astronome avant de détourner son regard des étoiles pour le poser sur le lac le plus menacé de la Terre, le Lac Winnipeg. Contrairement à un grand nombre de personnes ayant grandi au Manitoba, Scott Young n'a pas passé les étés de son enfance au bord du fameux lac d'eau douce. Pourtant, alors qu'il élaborait *Lac Winnipeg : des solutions communes*, une exposition au Musée du Manitoba, il ne pouvait s'empêcher d'être impressionné par sa majesté et sa beauté.

Des solutions communes est née d'un besoin d'éduquer le public quant à la gravité de la situation du lac, aux raisons pour lesquelles il est en si mauvaise santé et à ce que nous pouvons faire pour le sauver. Selon Scott Young, directeur du département des communications scientifiques et des expériences des visiteurs du Musée, rares étaient ceux qui comprenaient la multitude de facteurs contributifs lorsqu'ils ont commencé à concevoir l'exposition, pas plus que le rôle qu'ils avaient à jouer dans l'amélioration de la santé du lac.

Issu d'un partenariat entre le Musée du Manitoba et l'IISD, le cœur de l'exposition est un jeu vidéo interactif pour joueurs multiples; toute première intégration de la réalité virtuelle, de la technologie de simulation et de la science en matière d'eau pure au Canada. « Il examine les facteurs qui affectent la santé du lac », dit M. Young « et il permet aux utilisateurs de contrôler le lac et d'essayer un certain nombre de scénarios pour voir les effets qu'ils auront ».

« L'IISD disposait de toutes les connaissances concernant le volet scientifique de l'exposition », dit Scott Young. L'IISD tenait les rênes quant au contenu, et ses travaux fondamentaux en matière de santé de l'eau douce ont été essentiels. M. Young a beaucoup apprécié la capacité de l'IISD à agir comme lien avec d'autres organisations, avec de nombreux contacts utiles qui ont aidé l'exposition « à devenir aussi complète que possible ». Il a en outre été enchanté par sa collaboration avec l'IISD et indique que c'était un plaisir de travailler avec le personnel de l'Institut. « Les gens de l'IISD sont très passionnés et motivés. »

Mais le lac leur a réservé quelques bonnes vagues. L'exposition est la première en son genre au Canada, exigeant une somme considérable de travail pour garantir que toutes les données étaient disponibles et incorporées avec succès dans le jeu. Le lac Winnipeg est aussi un sujet brûlant pour de nombreuses parties prenantes ayant chacune son opinion quant à « qui blâmer ». Cependant, Scott Young se souvient que l'organisation d'une rencontre de tous les intervenants à l'étape de la conception a aidé à susciter un dialogue et a favorisé une meilleure compréhension mutuelle.

Au terme d'années de collaboration, de consultation et de développement, l'exposition d'un million de dollars a finalement été inaugurée le 22 mars 2014, Journée mondiale de l'eau, et s'est avérée un succès retentissant depuis lors. « Nous l'avons conçue pour un public d'enfants de plus de 11 ans, car ce sont ceux qui commencent à prendre conscience des choses et peuvent faire une différence. » M. Young est cependant ravi que l'exposition offre divertissement et découverte tant aux enfants qu'aux adultes. Selon lui, un grand nombre de familles viennent s'en servir chaque fin de semaine. Elle est tellement populaire que l'équipe doit maintenant créer un système pour limiter le temps qu'y passent les joueurs.

Scott Young pense que l'exposition a un énorme potentiel futur. Lors de la conférence de l'Association canadienne des centres de science en mai 2014, la création de répliques de l'exposition a été un thème récurrent. Elles utiliseraient

ce modèle pour présenter des concepts scientifiques de façon conviviale et interactive. Il a participé à des pourparlers au sujet d'une nouvelle création de l'exposition et « ne serait pas surpris de la voir bientôt présentée par d'autres musées ».

Et qu'a retiré M. Young lui-même de *Des solutions communes*? « Je me plaisais à penser, à tort, qu'à moi seul je ne pouvais changer le monde », dit-il. « Mais le travail réalisé sur l'exposition m'a fait réaliser que le problème, c'est aussi moi, en partie. » Il a décidé de devenir une part de la solution en prenant des mesures proactives dans sa propre maison, telles que l'achat de détergents respectueux du lac et de ne pas répandre d'engrais sur sa pelouse. « Vous ne pouvez pas travailler à une exposition de ce genre, obtenir tous ces précieux renseignements puis en faire fi. Ils s'intègrent à votre pensée et vous incitent à vouloir faire partie de la solution. »

« Vous ne pouvez pas travailler à une exposition de ce genre, obtenir tous ces précieux renseignements puis en faire fi. Ils s'intègrent à votre pensée et vous incitent à vouloir faire partie de la solution. »



Le philosophe demanda : « Si un arbre tombe dans la forêt et que personne n'est là pour l'entendre, fait-il un bruit? »

Ceux et celles d'entre nous pour qui la durabilité importe pourraient poser une question similaire, aux répercussions beaucoup plus pratiques : si un petit nombre de personnes discutent de l'avenir de notre planète et que le reste ne sait pas ce qu'elles disent, ce dont elles parlent a-t-il une importance? Les décisions qu'elles prennent sont-elles valides?

Depuis plus de 20 ans, le *Bulletin des Négociations de la Terre* (BNT) des Services d'information de l'IISD a veillé à ce que cette question n'ait pas d'importance. Nos

travaux donnent au monde des oreilles aguerries pouvant accéder à des lieux qui, autrement, seraient silencieux.

Aucun arbre ne tombe sans bruit dans la forêt quand le BNT s'y trouve.

En 2013, les Services d'information de l'IISD ont couvert 94 réunions avec une équipe d'associés, de rédacteurs, de rédacteurs en chef et de vidéographes chevronnés venant du monde entier. Plus particulièrement, nous avons étendu notre couverture pour inclure des vidéos, garantissant ainsi que nous sommes non seulement les oreilles du processus environnemental multilatéral, mais aussi ses yeux.



Kimo Goree (centre) a guidé les Services d'information de l'IISD depuis leur création, développant une tradition de couverture fiable des processus internationaux.

Une équipe dévouée continue à raconter l'histoire du développement durable

La vidéo apporte une nouvelle dimension à notre couverture, nous permettant de retracer l'histoire visuelle du processus d'élaboration des politiques internationales et de capturer, en direct, les moments et émotions inattendus trop souvent passés sous silence. Avec leurs caméras prêtes au début de la 19^e session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC, CDP 19), à Varsovie, en Pologne, les Services d'information de l'IISD ont pu capturer la déclaration d'ouverture poignante de Nadarev Saño, membre de la commission des Philippines sur les changements climatiques et diffuser, pour le monde entier, son engagement à jeûner pendant la réunion.

Outre l'ajout de la couverture vidéo, nous avons également commencé à être présents sur les médias sociaux en 2013; rendant nos publications disponibles sur Facebook et offrant une couverture en direct des réunions grâce à Twitter

(sur @IISDRS et @enbclimate). Notre incursion dans le monde quasi-instantané des médias sociaux nous a permis de fournir aux décideurs, ou qu'ils se trouvent et en temps réel, les renseignements dont ils ont besoin.

Alors qu'en 2012, les Services d'information de l'IISD ont offert une couverture précieuse lors de Rio+20, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en 2013-2014 nous poursuivons nos travaux sur cette lancée en couvrant l'une des issues essentielles de cette réunion : la création des Objectifs de développement durable (ODD) par l'entremise du Groupe de travail ouvert (GTO) établi en janvier 2013 par l'Assemblée générale des Nations Unies. D'ici le 18 juillet 2014, nous aurons couvert les 13 réunions du GTO, fournissant des informations essentielles à quiconque souhaite savoir comment le GTO est parvenu aux conclusions qui figureront dans son compte-rendu à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Outre la présence du BNT aux réunions du GTO, nos bases de connaissances en ligne sur le développement durable et les pratiques et politiques de l'après-2015 ont effectué le suivi d'activités et de rapports supplémentaires connexes à l'élaboration des ODD et à l'ordre du jour du développement de l'après-2015. La couverture des conférences par les Services d'information continue à s'étendre dans de nouveaux domaines tels que la santé, les inégalités et les conflits.

Depuis 1992, le BNT a rendu compte des politiques en matière de développement durable au fil de leur apparition et a offert aux décideurs et aux observateurs du monde entier des comptes-rendus ouverts et transparents. Pendant cette période, ils ont publié 3 343 éditions quotidiennes et sommaires du BNT, et notre publication compte plus de 158 000 abonnés.

« Depuis 1992, le BNT a rendu compte des politiques en matière de développement durable au fil de leur apparition et a offert aux décideurs et aux observateurs du monde entier des comptes-rendus ouverts et transparents. »



Danilo Alberto Mazanares Guillen est manifestement un Hondurien *orgullosa*, qui parle avec fierté de la beauté physique riche et diverse de son pays natal. Par conséquent, la constatation

des effets des changements climatiques dans sa région du sud déjà si visibles l'attriste. « C'est ce que nous vivons directement », dit-il. « Dans ma région du Honduras [au sud], nous avons seulement deux saisons : l'été et l'hiver. Et notre système agricole correspondait à cela. Depuis quelques années, nous ne pouvons plus nous fier à la stabilité du climat. Les pluies erratiques et les catastrophes naturelles, telles que les ouragans et les sécheresses, déstabilisent nos systèmes alimentaires. »

Il est attristant de constater qu'un grand nombre des pays qui vont souffrir le plus des effets de plus en plus manifestes des changements climatiques sur les systèmes alimentaires font partie des plus pauvres de la Terre et tendent à avoir les infrastructures les plus faibles. Le Honduras ne fait pas exception. Danilo Alberto Mazanares Guillen n'est certainement pas homme à se croiser les bras devant une telle destruction. Ses multiples activités illustrent de façon impressionnante la passion avec laquelle il envisage le renforcement de la sécurité alimentaire au Honduras. Non seulement enseigne-t-il à l'université nationale autonome du Honduras, au campus régional

Centro Universitario Regional del Litoral Pacífico (CURLP), mais il assume actuellement les postes de secrétaire de la *Cadena Agroalimentaria* (chaîne agroalimentaire) à Maraón, au Honduras, et de secrétaire du comité sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle de sa région (13) au bord du golfe de Fonseca, dans le sud du Honduras (appuyé par le CURLP).

« Le comité représente un solide échantillon des parties affectées par la sécurité alimentaire dans la région (et qui s'y intéressent), soit des ONG, des ministères, des sociétés privées, des universitaires, des fermiers et la société civile » explique-t-il. « Nous avons créé un lieu de dialogue où chacun peut venir et débattre des questions liées à la sécurité alimentaire dans le but ultime de trouver des solutions. Il va sans dire que les changements climatiques sont un thème majeur de nos discussions. »

Le CURLP est devenu un partenaire fondamental lorsque l'IISD a commencé à élaborer son outil CRISTAL Food Security (*Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods*) (Outil d'identification des risques au niveau communautaire – Adaptation et Moyens d'Existence) dans le cadre de son plus vaste projet *Climate Resilience and Food Security in Central America* (CREFSCA). Ce projet vise à aider à améliorer la résilience face aux changements climatiques et la sécurité alimentaire à différentes échelles au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua.



Danilo Alberto Mazanares Guillen a agi pour protéger son pays natal, le Honduras, contre les changements climatiques et pour améliorer la sécurité alimentaire.

Outils pour renforcer la résilience face aux changements climatiques

CRiSTAL est un outil d'appui de la prise de décision destiné aux pouvoirs publics locaux, aux praticiens du développement et aux collectivités. Il est conçu pour aider les utilisateurs à comprendre les éléments clés de leur système alimentaire, à évaluer leur sensibilité face à la variabilité et aux changements climatiques, à déterminer les options pour l'amélioration de la résilience du système alimentaire et concevoir des indicateurs pour surveiller sa résilience au fil du temps. L'outil créé dans la plateforme Excel a été conçu pour permettre aux utilisateurs d'organiser et de consigner systématiquement les renseignements et de produire automatiquement une série de rapports sommaires. Le CURLP a fait des apports inestimables à l'élaboration de l'outil, fournissant les points de vue riches et représentatifs des Honduriens qui connaissent le mieux le système alimentaire.

« L'application pratique a suivi. Des collectivités ont été choisies et CRiSTAL a été essayé » déclare Danilo Alberto Mazanares Guillen. Et quel est le verdict? Il dit de CRiSTAL qu'il constitue une partie essentielle de la lutte pour gérer la sécurité alimentaire dans la région. Il souligne que la réelle force de l'outil est sa capacité à renforcer la capacité de ses utilisateurs. Il encourage les utilisateurs à tenir compte de multiples facteurs à tous les niveaux lorsqu'ils analysent le système alimentaire, des habitudes alimentaires quotidiennes des gens aux processus commerciaux. « C'est ce qu'il faudra alors que le fardeau des changements climatiques se fait plus pesant : que les personnes qui travaillent dans les systèmes alimentaires soient autonomes et compétentes pour faire face à un système alimentaire changeant. »



Participants à une formation CRiSTAL aux îles Fidji. Il est fortement recommandé aux nouveaux usagers de suivre une formation pour tirer le meilleur parti de l'outil.

CRiSTAL n'est pas le seul outil du programme CREFSCA (résilience face aux changements climatiques et sécurité alimentaire en Amérique centrale) de l'IISD qui s'est avéré utile pour l'équipe de Danilo Alberto Mazanares Guillen. Il semble que l'outil *Food security Indicator & Policy Analysis Tool* (FIPAT) (indicateur de sécurité alimentaire et outil d'analyse des politiques) qui permet une analyse au niveau national et infranational, y compris celle des politiques publiques et de leur capacité

à soutenir la résilience, sera également très utile. « Il existe actuellement des lois fédérales au Honduras qui visent à maintenir la sécurité alimentaire. Cependant, quand nous les avons analysées au moyen du FIPAT, nous avons réalisé que ces lois n'étaient pas adaptées et, dans certains cas, contenaient des erreurs. Ce n'est que le début, mais notre prochaine étape est de porter cela à l'attention du Congrès national. Nous voulons que ces lois soient modifiées. »

« C'est ce qu'il faudra alors que le fardeau des changements climatiques se fait plus pesant : que les personnes qui travaillent dans les systèmes alimentaires soient autonomes et compétentes pour faire face à un système alimentaire changeant. »





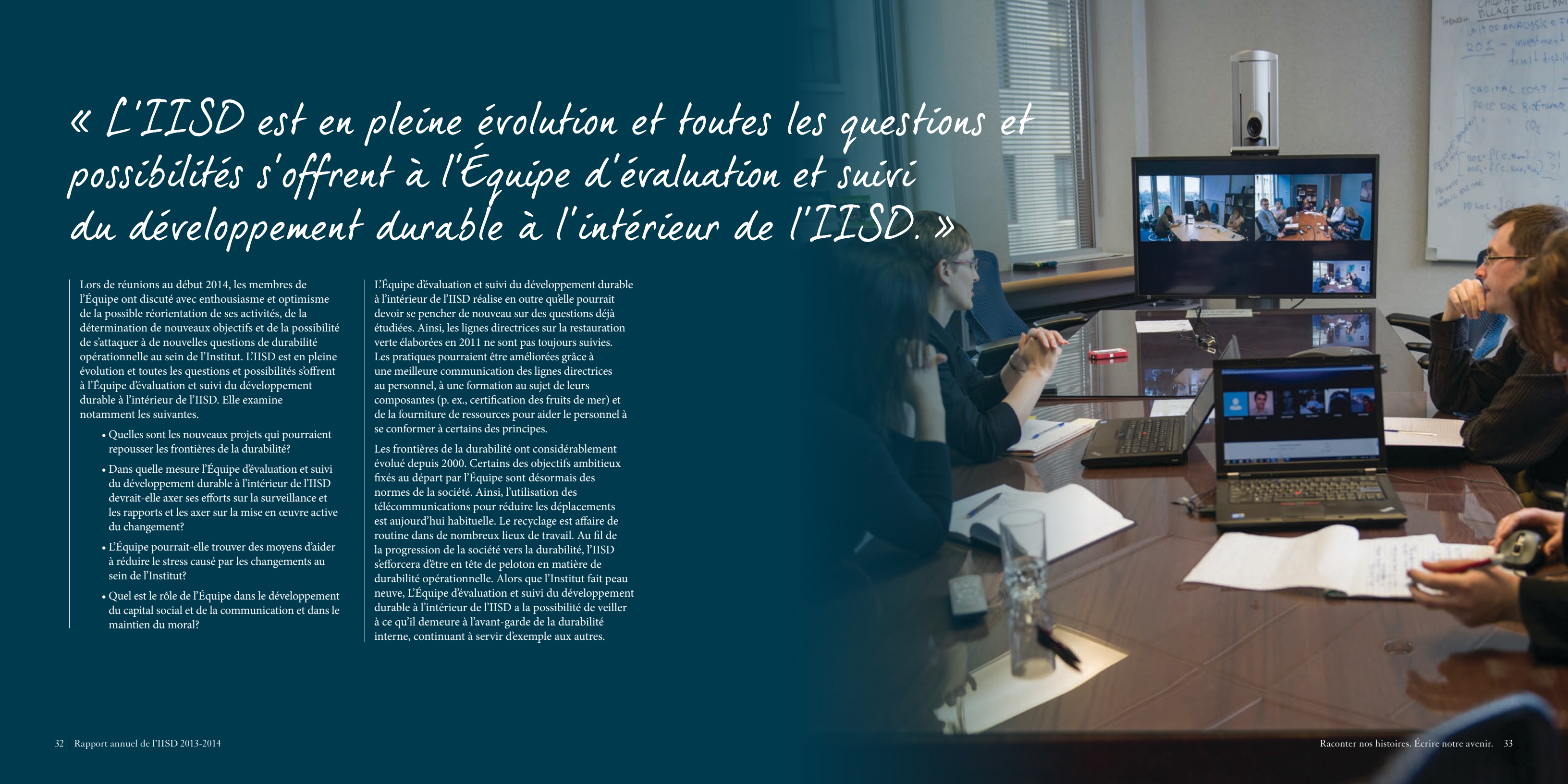
L'IISD repousse les frontières de la durabilité interne

À l'IISD, il ne suffit pas de conseiller les autres sur la façon de mettre en œuvre les principes du développement durable. Nous avons toujours eu à cœur de prêcher par l'exemple. À cette fin, l'IISD a créé l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD en 2000, avec pour mandat de surveiller et d'évaluer la durabilité opérationnelle au sein de l'Institut et d'en rendre compte.

Depuis 14 ans qu'elle a été créée, l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD a constaté des réussites dans les trois domaines clé de la durabilité : environnement, économie et social. Parmi ces réussites on constate

- une utilisation accrue des télécommunications pour réduire les émissions de carbone dues aux déplacements,
- une forte participation constante au Défi transport canadien annuel dans nos bureaux de Winnipeg et Ottawa (94 % en 2014!),
- des améliorations de notre approvisionnement durable dans nos bureaux,
- une diversité culturelle accrue sur le lieu de travail,
- la création d'un fonds de formation et de perfectionnement pour le personnel.

En fait, certaines des initiatives de l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD ont été si fructueuses que presque la moitié des 34 objectifs fixés au départ ont été atteints en 2006. Cependant, une fois ces objectifs atteints la question se pose : qu'allons-nous faire ensuite?



« L'IISD est en pleine évolution et toutes les questions et possibilités s'offrent à l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD. »

Lors de réunions au début 2014, les membres de l'Équipe ont discuté avec enthousiasme et optimisme de la possible réorientation de ses activités, de la détermination de nouveaux objectifs et de la possibilité de s'attaquer à de nouvelles questions de durabilité opérationnelle au sein de l'Institut. L'IISD est en pleine évolution et toutes les questions et possibilités s'offrent à l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD. Elle examine notamment les suivantes.

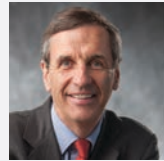
- Quelles sont les nouveaux projets qui pourraient repousser les frontières de la durabilité?
- Dans quelle mesure l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD devrait-elle axer ses efforts sur la surveillance et les rapports et les axer sur la mise en œuvre active du changement?
- L'Équipe pourrait-elle trouver des moyens d'aider à réduire le stress causé par les changements au sein de l'Institut?
- Quel est le rôle de l'Équipe dans le développement du capital social et de la communication et dans le maintien du moral?

L'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD réalise en outre qu'elle pourrait devoir se pencher de nouveau sur des questions déjà étudiées. Ainsi, les lignes directrices sur la restauration verte élaborées en 2011 ne sont pas toujours suivies. Les pratiques pourraient être améliorées grâce à une meilleure communication des lignes directrices au personnel, à une formation au sujet de leurs composantes (p. ex., certification des fruits de mer) et de la fourniture de ressources pour aider le personnel à se conformer à certains des principes.

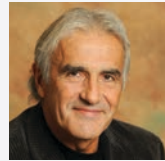
Les frontières de la durabilité ont considérablement évolué depuis 2000. Certains des objectifs ambitieux fixés au départ par l'Équipe sont désormais des normes de la société. Ainsi, l'utilisation des télécommunications pour réduire les déplacements est aujourd'hui habituelle. Le recyclage est affaire de routine dans de nombreux lieux de travail. Au fil de la progression de la société vers la durabilité, l'IISD s'efforcera d'être en tête de peloton en matière de durabilité opérationnelle. Alors que l'Institut fait peau neuve, l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IISD a la possibilité de veiller à ce qu'il demeure à l'avant-garde de la durabilité interne, continuant à servir d'exemple aux autres.



Daniel Gagnier
Président, conseil
d'administration,
IISD (Canada)



Scott Vaughan
Président-directeur general,
IISD (Canada)



Maurice Biron
Président, Navest Inc.
(Canada)



Stephanie Cairns
Directrice, Wrangellia
Consulting (Canada)



Pedro Moura Costa
Co-fondateur, EcoSecurities et
associé fondateur, E2 (Brésil)



Michel De Broux
Avocat, ancien VP,
Hydro-Québec CapiTech Inc.
(Canada)



Hugo Delorme
Directeur, relations
gouvernementales,
NATIONAL (Canada)



Emmanuel Ikazoboh
Président et président-
directeur général,
Hedonmark Management
Services (Nigéria)



Charles Loewen
Administrateur, The C.P.
Loewen Family Foundation
(Canada)



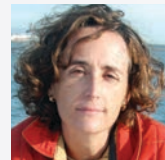
Leiv Lunde
Directeur, The Fridtjof
Nansen Institute (Norvège)



Claude Martin
Conseiller honoraire et
ancien directeur général,
WWF International (Suisse)



Andrea Moffat
Vice-présidente, programme
d'entreprise, Ceres (Canada)



Patricia Moles-Rivero
Ancienne gestionnaire de
pays pour le Brésil, Petra
Foods Pte (Brésil)



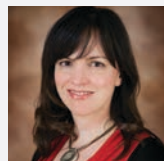
Papa Kwesi Nduom
Directeur général, First National
Savings and Loans (Ghana)



Carlos Nobre
Chercheur principal, Earth System
Science (CCST) – National
Institute for Space Research
(INPE) (Brésil)



Jiahua Pan
Directeur, Institut pour les études
urbaines et environnementales,
académie chinoise des sciences
sociales (Chine)



Emmanuelle Sauriol
Ancienne directrice générale,
LVM Ltd. (Canada)



Bruce Schlein
Directeur, Corporate
Sustainability, Citi
(États-Unis)



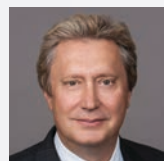
Vicky Sharpe
Présidente-directrice
générale de Technologies
du développement durable
du Canada (Canada)



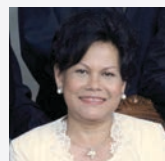
Emőke Szathmáry
Présidente émérite et
professeure, Université du
Manitoba (Canada)



Felix von Sury
Ancien directeur exécutif,
Intercoopération (Suisse)



Michael Vukets
Associé fondateur, Michael
Vukets & Associates (Canada)



Erna Witoelar
Membre du conseil de
direction, Indonesia Biodiversity
Foundation (Indonésie)



Alan Young
Directeur général, Initiative
boréale canadienne (Canada)

Conseil d'administration de l'IISD 2013-2014

Membres émérites

Robert B. Brennan
John Drexhage
Alfred Duda
John Forgách
Richard Matthew
Thomas A. Myers
Adil Najam
Michael Paterson
László Pintér
Robert Repetto
Harsha V. Singh
Simon Zadek

Conseillers

Grant Doak
Bob Hamilton
Stephen McGurk
Fred Meier
Paul Vogt

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Shridath Ramphal
Maurice Strong

Membres distingués

Jacques Gérin
Arthur J. Hanson
Jim MacNeill, Chair Emeritus
David Runnalls
Mohamed Sahnoun
Maurice Strong
Franz Tattenbach

Président fondateur

Lloyd McGinnis

L'équipe de l'IISD

L'équipe de l'IISD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa, Beijing et New York, l'IISD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseil et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IISD en 2013-2014.

Personnel

Jocelyn Andrew
Rod Araneda
Sumeep Bath
Christopher Beaton
Nathalie Bernasconi-Osterwalder
Livia Bizikova
Susan Boning
Jessica Boyle
Richard Bridle
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Lasse Toft Christensen
Katherine Clark
Kieran Clarke
Karin Clegg
Pamela Conolly
Jennifer Covert
Heather Creech
Maxine Cunningham
Ramon Dator
Julie Dekens
Maria dela Cruz
Fariba Di Benedetto-Achtari
Jason Dion
Lael Dyck
Daniella Echeverría
Ramona Fryza
Janice Gair
Philip Gass
Ivetta Gerasimchuk
Pauline Gerrard
Bill Glanville
Karen Goulding
Richard Grosshans
Mark Halle
Anne Hammill
Garth Hardy
Melissa Harris
Hans Herrmann
Mariana Hug
Gabriel A. Huppé
Marius Keller
Lucy Kitson
Kerryn Lang
Faye Leone
Tilmann Liebert
Jason Macki
Jason Manaique
Angela Marceciuk
Victoria Mark
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Laura Merrill
Tom Moerenhout
Christina Moffat
Grace Mota
Elias Mukozi
Jo-Ellen Parry
Elka Parveva-Kern
Nona Pelletier
Oshani Perera
Jacqueline Pilon
Deborah Roosen
Dimple Roy

Marlene Roy
Katia Salemo
David Sawyer
Myriam Schmid
Ian R. Seymour
Mirela Sterjo
Darren Swanson
Shelly Swidinsky
Kyle Swystun
Flavia Thomé
Charles Thrift
Joel Trenaman
Laura Turley
Henry Venema
Brad Vincelette
Damon Vis-Dunbar
Jun Wei
Peter Wooders
Alicia Natalia Zamudio
Karla Zubrycki

Associés

Ben Akoh
Maja Anđelkovic
Mark Anielski
Stephan Barg
Dale Beugin
David B. Brooks
Pamela Chasek
Aaron Cosbey
Alec Crawford
Heather Creech
Fédéric Gagnon-Lebrun
Peter Hardi
Tara Laan
Michelle Laurie
Richard Lawford
Andrew A. Lennox
Caroline Lewko
Scott McFatridge
Howard Mann
Deborah Murphy
Ingeborg Niestroy
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jean Perras
Jim Perry
Joe Petrik
Jason Potts
Daniel Rubenstein
Doug Russell
Todd Scaletta
Cory Searcy
Sabrina Shaw
Robert Smith
David Souter
Seton Stiebert
Natalie Swayze
Dagmar Timmer
Bishunarine Tulsie
Stephen Tyler
Vivek Voora
Christian Weber
Robert Wolfe

Services d'information

Soledad Aguilar
Oluwatomilola Akanle
Jennifer Allan
Lauren Anderson
Beate Antonich
Asheline Appleton
Melanie Ashton
Graeme Auld
Paula Barrios
Nienke Beintema
Virginia Benninghoff
Rishikesh Ram Bhandary
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Robynne Boyd
Pamela Chasek
Vivienne Caballero
Qian Cheng
Claudio Chiarolla
Jennifer Covert
Joanna Dafeo
Deborah Davenport
Nicole de Paula Domingo
Francis Dejon
Richard de Ferranti
Daniela Diz Pinto
Peter Doran
Louison Dumaine
Noha El Hadad
Angeles Estrada
Socorro Estrada
Bo-Alex Fredvik
Claudia Freidrich
Mongi Gadhoum
Myriam Gadhoum
Sandra Gagnon
Johannes Gnann
Tasha Goldberg
Leonie Gordon
Langston James "Kimo" Goree VI
Maria Gutierrez
Reem Hajjar
Kate Harris
Camellia Ibrahim
Cherelle Jackson
Sikina Jinnah
Harry Jonas
Stefan Jungcurt
Manu Kabahizi
Hal Kane
Resson Kantai
Tallash Kantai
Pui Khemaros
Pia Kohler
Hélène Kom
Elena Kosolapova
Kati Kulovesi
Ana Maria Lebeda
Alexandra Lefevre
Jennifer Lenhart
Faye Leone
Aaron Leopold
Elaine Limjoco
Kate Louw

Mari Luomi
Suzi Malan
Jonathan Manley
Leila Mead
Alice Miller
Chad Montfreda
Elisa Morgera
Mike Mouzourakis
Diana Movius
Aki Mori
Wangu Mwangi
Ryo Nakamura
Kate Neville
Diego Noguera
Erendira Garcia Nunez
Dorothy Nyingi
Kate Offerdahl
Olivia Pasini
Delia Ruth Paul
Teya Penniman
Cristina Perez
Elizabeth Press
Rishikesh Ram Bhandry
Gmelina Ramirez-Ramirez
Eugenia Recio
Stefan Renckens
Keith Ripley
Nathalie Risse
Tanya Rosen
Liz Rubin
Laura Russo
Annalisa Savaresi
Nicole Schabus
Maja Schmidt-Thomé
Mark Schulman
Anna Schulz
Natasha Schwartz De Diego
Mihaela Secrieru
Anju Sharma
Ruth Robinson Smith
Matt Sommerville
Hussain Talabani
Daniela Tarizzo
Jessica Templeton
Asterios Tsioumanis
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Annelies van Gaalen
Antto Vihma
Brad Vincelette
Ingrid Visseren
Lynn Wagner
Catherin Wahlen
Jaime Webbe
Brett Wertz
Liz Willetts
Nancy Williams
Peter Wood
Kiara Worth
Sean Wu
Kunbao Xia
Yulia Yamineva

Cadre conceptuel pour le Plan stratégique de l'IISD

Plan stratégique de l'IISD pour 2010-2014

Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques

OBJECTIF N° 1 : Instruments de politique connexes au commerce utilisés pour traiter efficacement la question des changements climatiques du point de vue de l'environnement en nuisant le moins possible au développement.

Un investissement durable

OBJECTIF N° 2 : Transformer les cadres et processus d'investissement internationaux, régionaux et nationaux afin de favoriser et de promouvoir efficacement l'investissement durable.

OBJECTIF N° 3 : Les flux d'investissement soutiennent le développement durable en disséminant les biens et technologies respectueux du climat.

Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable

OBJECTIF N° 4 : L'élimination des subventions qui nuisent au développement durable.

Marchés durables et commerce responsable

OBJECTIF N° 5 : Améliorer la compréhension des impacts actuels et potentiels des initiatives volontaires de durabilité sur les marchés mondiaux et le développement durable.

OBJECTIF N° 6 : Veiller à ce que les marchés mondiaux fournissent des débouchés positifs quant aux moyens d'existence durables et à la réduction de la pauvreté chez les populations qui en ont le plus besoin.

OBJECTIF N° 7 : Permettre aux gouvernements d'utiliser l'approvisionnement public durable comme catalyseur pour démontrer le leadership en matière de développement durable et promouvoir la production et la consommation durables.

Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales

OBJECTIF N° 8 : Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.

OBJECTIF N° 9 : Un régime international pour les changements climatiques qui prévoit des possibilités pour les pays en développement dans les domaines de l'adoption des transferts de technologie et d'une croissance sobre en carbone.

Approches nord-américaines des changements climatiques

OBJECTIF N° 10 : Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.

Adaptation, réduction des risques et résilience

OBJECTIF N° 11 : Des mesures de l'adaptation capables d'évaluer, surveiller et classer en ordre de priorité les efforts proposés pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques sont à la disposition des praticiens du développement, qui les comprennent, dans des pays en développement et développés, contribuant à une augmentation significative de la mise en œuvre de mesures durables qui appuient l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 12 : Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 13 : Une réduction du risque pour la stabilité politique et économique posé par les changements climatiques.

Communiquer la valeur des biens et services écologiques (BSE)

OBJECTIF N° 14 : Lac Winnipeg – qu'un plan stratégique de gestion applicable au bassin hydrographique du lac Winnipeg soit élaboré en fonction des principes des BSE.

OBJECTIF N° 15 : Écosanté – la santé et le bien-être humains sont améliorés au moyen des investissements dans les BSE.

Gestion environnementale pour la paix et la sécurité

OBJECTIF N° 16 : La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.

OBJECTIF N° 17 : La conservation et la gestion environnementale tenant compte des conflits sont généralement mises en œuvre dans les régions affectées par un conflit ou sujettes aux conflits.

Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information

OBJECTIF N° 18 : Veiller à ce que des informations et analyses neutres, fiables, opportunes et accessibles qui renforcent les processus de formulation des politiques soient disponibles; améliorer la transparence et la responsabilisation des négociations intergouvernementales et légalité de la répartition des informations.

OBJECTIF N° 19 : Fournir un lieu unique où se procurer des renseignements, des nouvelles et des analyses qui facilitent la formulation de politiques en connaissance de cause dans des domaines cruciaux tels que les changements climatiques et peut-être un ou deux autres sujets tels que l'eau et l'énergie.

OBJECTIF N° 20 : Une coopération et une collaboration plus étroites entre les décideurs et autres intéressés dans le cadre d'accords multilatéraux sur l'environnement essentiels conduisant à une meilleure compréhension mutuelle et à une formulation des politiques améliorée.

OBJECTIF N° 21 : Des processus de formulation des politiques mieux informés aux niveaux régionaux. Cela inclut la promotion de la transparence et de la responsabilisation, le renforcement des communautés et de meilleurs systèmes de gestion des connaissances au niveau régional.

OBJECTIF N° 22 : Contribuer de façon sensée aux plus vastes objectifs et autres programmes de l'IISD.

Connectivité mondiale

OBJECTIF N° 23 : L'Internet (et les technologies et services qui lui sont connexes) sont canalisés par les politiques sur l'Internet et les intéressés du domaine du développement durable collaborant pour soutenir les transitions vers des économies plus vertes et des sociétés plus durables.

OBJECTIF N° 24 : On obtient, au moyen de la promotion, du soutien et de l'évaluation de nouveaux modèles de collaboration, d'apprentissage et d'action fondés sur la technologie de l'information et des communications, qu'un ensemble essentiel d'institutions et de personnes collaborent vers le développement durable.

OBJECTIF N° 25 : La prochaine génération de leaders, tant au Canada qu'ailleurs, est préparée de façon à penser et à agir avec le développement durable comme objectif au moyen d'approches qui utilisent les avantages d'un monde plus connecté.

La responsabilisation pour une économie durable

OBJECTIF N° 26 : Le rôle de la responsabilisation dans une économie durable est clairement établi et des nouveaux mécanismes de responsabilisation sont en place pour le 21^e siècle.

OBJECTIF N° 27 : Provoquer une amélioration considérable du niveau de conformité et d'exécution des normes, mesures et règles environnementales convenues dans le cadre des organisations et conventions internationales.

OBJECTIF N° 28 : Faire en sorte que le monde politique accorde une attention prioritaire à la nécessité de fixer des objectifs de durabilité clairs et mesurables aux niveaux national et infranational et mettre en œuvre de solides mesures de responsabilisation pour garantir leur réalisation.

2013-2014 est la fin d'une phase thématique fascinante de l'IISD. Notre nouveau Plan stratégique tient compte du contexte du développement durable en pleine évolution et est fondé sur nos forces en vue de l'avenir.

iisd International Institute for Sustainable Development Institut international du développement durable



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
 360 Main Street
 Suite 2300
 Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3
 Canada
 Tél. : 204-942-0051
 Téléc. : 204-947-9390
 www.deloitte.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Les états financiers consolidés résumés ci-joints, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2014, l'état consolidé de l'évolution des actifs nets, l'état consolidé des résultats et de l'évolution des actifs de fonctionnement nets non affectés pour l'exercice clos à cette date et les notes complémentaires, sont tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers consolidés dans nos rapports datés du 25 juin 2014. Ni ces états financiers consolidés ni les états financiers consolidés résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada. La lecture des états financiers résumés ne saurait pas conséquenter se substituer à la lecture des états financiers consolidés audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers consolidés audités conformément aux critères établis par le conseil d'administration.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit 810, intitulée *Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés*.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés résumés tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour l'exercice clos le 31 mars 2014 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères mentionnés précédemment.

Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)

Le 25 juin 2014

État consolidé de la situation financière

31 mars 2014

	2014	2013
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	2 236 082 \$	974 234 \$
Titres négociables	6 657 397	4 878 659
Débiteurs	15 627 814	13 928 508
Frais payés d'avance et dépôts	209 197	137 650
	24 730 490	19 919 051
IMMOBILISATIONS	145 066	210 382
	24 875 556 \$	20 129 433 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 692 319 \$	1 688 273 \$
Produits reporté	17 323 077	12 109 946
	19 015 396	13 798 219
ENGAGEMENTS		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	145 066	210 382
Réserve pour création de programmes	3 503 659	4 085 437
Fonds d'innovation	–	9 972
Fonds de campagne	–	10 529
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 211 435	2 014 894
	5 860 160	6 331 214
	24 875 556 \$	20 129 433 \$

État consolidé des résultats et de l'évolution des actifs de fonctionnement nets non affectés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014	2013
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	14 687 207 \$	13 981 637 \$
Subventions de fonctionnement	1 463 164	2 491 130
Fonds d'innovation	11 213	21 550
Intérêts	123 936	130 491
Autres produits (charges)	804 476	(185 530)
TOTAL DES PRODUITS	17 089 996	16 439 278
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	6 440 475	4 760 721
Services d'information	3 409 797	3 916 714
Changements climatiques et énergie	1 420 841	2 861 912
Capital naturel et social	1 376 276	1 587 618
Leadership et apprentissage	70 791	582 811
Création de nouveaux projets	1 283 699	291 682
Fonds d'innovation	11 214	21 550
	14 013 093	14 023 008
Services généraux et partagés	3 527 456	3 308 958
TOTAL DES CHARGES	17 540 549	17 331 966
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(450 553)	(892 688)
MONTANT AFFECTÉ AUX		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	65 316	54 115
Réserve pour création de programmes	581 778	264 493
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS		
DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	196 541	(574 080)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 014 894	2 588 974
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
À LA FIN DE L'EXERCICE	2 211 435 \$	2 014 894 \$

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières | L'IISD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Engagements de financement	
	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes canadiens	4 079 \$	2 263 \$
internationaux	9 582	10 209
	13 661	12 472
Organismes des Nations Unies	1 278	643
Organismes internationaux	946	1 432
Fondations philanthropiques	1 220	898
Secteur privé et autres	2 043	1 068
	19 148 \$	16 513 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, les honoraires et, en ce qui a trait aux services généraux et partagés, le gain net de change au 31 mars 2014 s'élevait à 665 milliers dollars (perte de 219 milliers dollars en 2013).

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières		Total de 2014
		Fonds d'innovation	(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	74 \$	– \$	7 049 \$	7 123 \$
Services d'information	4	–	3 739	3 743
Changements climatiques et énergie	35	–	1 452	1 487
Capital naturel et social	13	–	1 699	1 712
Leadership et apprentissage	–	–	55	55
Développement de nouveaux projets	9	–	693	702
Services généraux et partagés	669	–	–	669
	804	–	14 687	15 491
Fonds d'innovation	–	11	–	11
	804 \$	11 \$	14 687 \$	15 502 \$

Accords de financement (Suite)

Fonds d'innovation | En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IISD. Les apports de 483 milliers de dollars reçus des donateurs depuis la constitution jusqu'au 31 mars 2014 ont été affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Au cours des dernières années, des subventions de 483 milliers de dollars ont été octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation. Au 31 mars 2014, le solde du Fonds d'innovation était de néant (10 milliers de dollars en 2013).

Fonds de campagne | En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement qui a pris fin au cours de l'exercice considéré. Les apports de 1,306 million de dollars reçus de donateurs depuis le lancement jusqu'au 31 mars 2014 ont servi à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Au cours des dernières années, des subventions de 1,306 million de dollars ont été octroyées à des projets particuliers qui ont répondu aux critères de la campagne. Au 31 mars 2014, le solde du Fonds de campagne s'élevait à néant (10 milliers de dollars en 2013).

Subventions de fonctionnement | L'IISD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de six et cinq ans se clôturant le 31 mars 2019 et le 31 mars 2018, respectivement. Ces deux accords procurent une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités de ces bailleurs de fonds. En mars 2013, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié afin d'être prorogé de cinq années jusqu'au 31 mars 2018 pour un total de 5 millions de dollars pour la période de prorogation. En août 2013, l'accord conclu avec le gouvernement du Manitoba a été prorogé de six années supplémentaires, pour un total de 6 millions de dollars sur la durée de l'accord. En outre, un accord conclu avec le ministère des Affaires étrangères du Danemark pour 2013-2014 prévoyait un apport de base de 339 milliers de dollars (1 760 000 DKK) inclus dans les produits de l'exercice.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

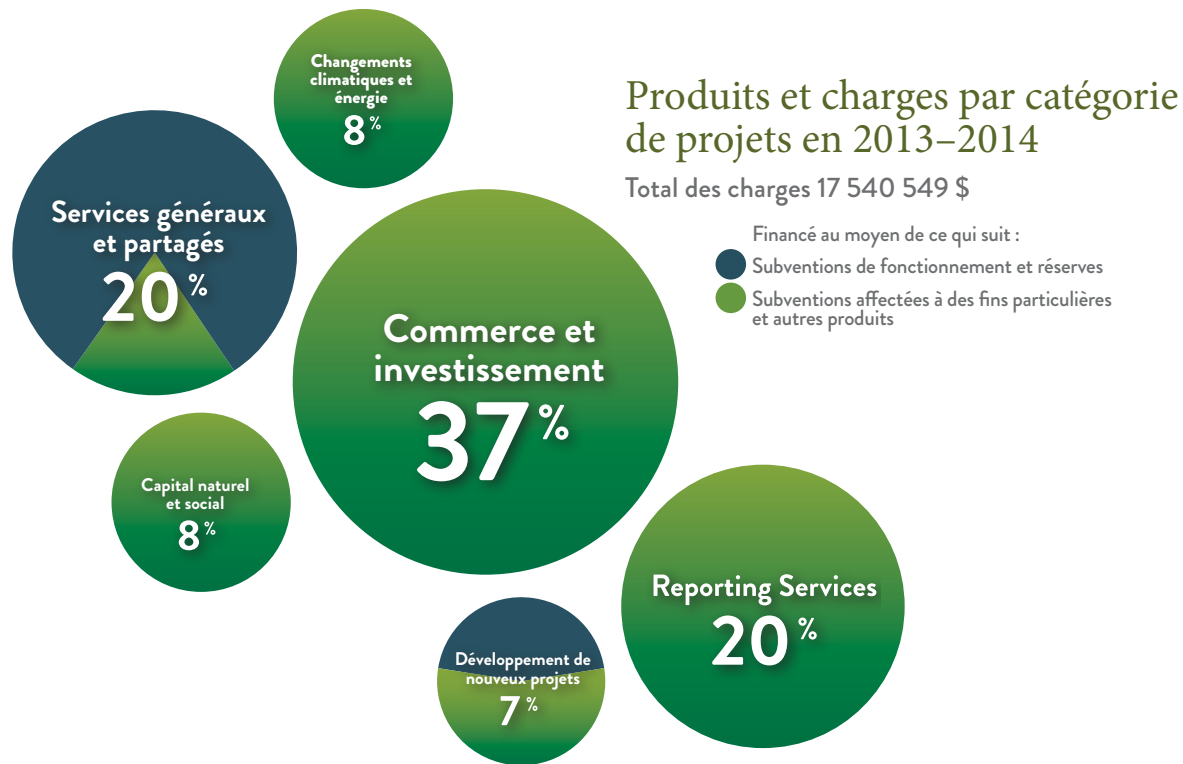
	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2014	Exercices antérieurs	
(en milliers de dollars)				
Gouvernement du Manitoba	4 347 \$	724 \$	– \$	3 623 \$
Centre de recherches pour le développement international	2 000	400	–	1 600
Ministère des Affaires étrangères du Danemark	339	339	–	–
Produits tirés des subventions de fonctionnement	6 686 \$	1 463 \$	– \$	5 223 \$

Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

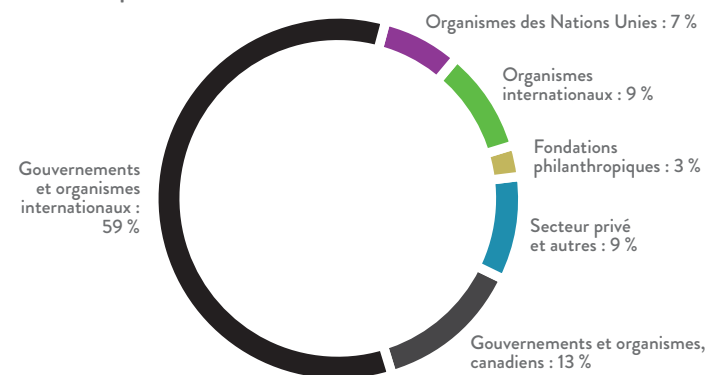
Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IISD :

	Commerce et investissement	Services d'information	Changements climatiques et énergie	Capital naturel et social	Leadership et apprentissage	Nouveaux projets	Fonds d'innovation	Services généraux et partagés	2014 Total	2013 Total
Produits	7 123 \$	3 743	1 487	1 712	55	702	11	669	15 502 \$	13 818 \$
Personnel	3 360	888	949	867	69	377	8	2 108	8 626	8 581
Charges du conseil d'administration	–	–	–	–	–	–	–	118	118	107
Déplacements	559	1 029	134	89	1	79	–	125	2 016	2 152
Publication	198	7	35	23	1	26	–	37	327	255
Consultation	1 692	1 318	247	348	1	664	3	70	4 343	4 327
Réunions	498	–	40	31	(1)	17	–	36	621	367
Fournitures et autre matériel	98	61	7	13	–	21	–	268	468	579
Documents de recherche	11	–	2	1	–	–	–	44	58	41
Télécommunications	16	38	5	3	–	5	–	112	179	207
Loyer	–	66	–	–	–	95	–	542	703	615
Amortissement	8	3	2	1	–	–	–	67	81	101
Total des charges	6 440	3 410	1 421	1 376	71	1 284	11	3 527	17 540	17 332
Excédent des produits (charges) sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	683 \$	333 \$	66 \$	336 \$	(16) \$	(582) \$	– \$	(2 858) \$	(2 038) \$	(3 514) \$
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :										
Subventions de fonctionnement									1 463	2 491
Intérêts									124	130
Excédent des charges sur les produits									(451) \$	(893) \$

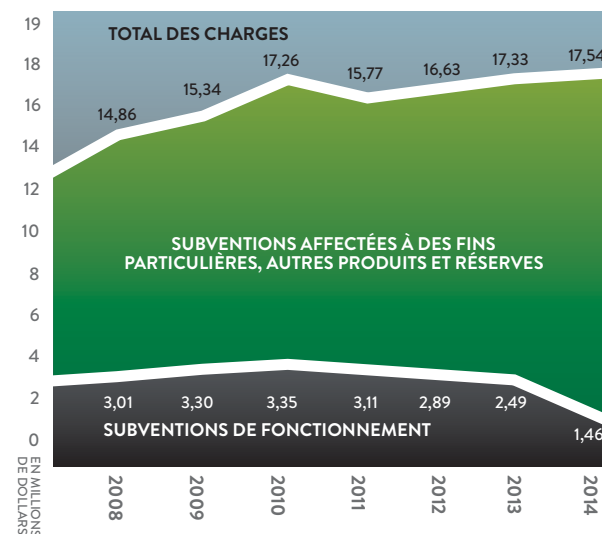


Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2013–2014

Total des subventions affectées à des fins particulières 14 687 207 \$



2008–2014 Évolution du financement de l'IISD



Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	1 886	\$
Ministère des affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)	1 098	
Environnement Canada	220	
Agriculture et Agroalimentaire Canada	28	
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	12	
Ressources naturelles Canada	7	
	3 251	
Gouvernements provinciaux		
Ontario	506	
Manitoba	296	
Québec	16	
Nouvelle-Écosse	6	
Terre-Neuve-et-Labrador	4	
	828	
Gouvernements étrangers		
Union européenne	2 812	
Suisse		
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 182	
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 142	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	203	
Département fédéral des affaires étrangères	63	
Office fédéral de l'agriculture (OFAG)	12	
	2 602	
Danemark		
Ministère des affaires étrangères	1 630	
Allemagne		
Ministère fédéral de l'environnement (BMU)	114	
Bundesverband Deutscher Pflanzenzüchter e.V. (BDP)	2	
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	790	906
Norvège		
Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad)	376	
Ministère des affaires étrangères	211	
Ministère de l'environnement	46	
Directorate for Nature Management	28	661
Suède		
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA)	320	
Royaume-Uni		
Foreign & Commonwealth Office (FCO)	160	
Nouvelle-Zélande		
Ministry of Foreign Affairs and Trade	129	

Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières

(en milliers de dollars) (Suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Finlande			
Ministère des affaires étrangères	95		
Ministère de l'agriculture et des forêts	26	121	
Japon			
Institute for Global Environmental Strategies (IGES)	75		
Japan Water Forum	22	97	
Taiwan			
Taiwan Economic and Cultural Office (TECO)		53	
Corée			
Ministère de l'environnement	24		
Ministère des affaires étrangères	16	40	
Hongrie			
Ministère du développement rural		32	
Belgique			
Environnement, énergie et mobilité		19	
		9 582	
Organismes des Nations Unies			
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)		732	\$
Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)		175	
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)		169	
Mission permanente de la Turquie auprès des Nations Unies		82	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)		35	
Centre des Nations Unies pour le développement régional (CNUDR)		26	
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)		20	
Office des Nations Unies à Genève (ONUG)		15	
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)		14	
Autres (moins de 10 000 \$)		10	
		1 278	
Organismes internationaux			
Banque mondiale		166	
Conseil International des Mines et Métaux (ICMM)		132	
Global Environment Facility (GEF)		80	
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)		60	
Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)		59	
International Renewable Energy Agency (IRENA)		55	
Banque africaine de développement		48	
Banque Interaméricaine de Développement		46	
Secrétariat pour les pays du Commonwealth		44	
Nordic Council of Ministers		41	
International Hydropower Association		39	
International Institute for Environment and Development (IIED)		31	
European Federation for Transport and Environment (T&E)		31	
Institute for Advanced Sustainability Studies Potsdam (IASS Potsdam)		30	

Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières

(en milliers de dollars) (Suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Initiative des Droits et Ressources	26
Caribbean Community Secretariat (CARICOM)	16
Centre du changement climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	14
Banque asiatique de développement	10
Autres (moins de 10 000 \$)	18
	946
Fondations philanthropiques	
Mava - Fondation Pour La Nature	592
Rockefeller Brothers Fund (RBF)	210
Conservation International Foundation	139
Winnipeg Centraide	88
The Winnipeg Foundation	60
Le projet Eau Bleue RBC	50
The Gail Asper Family Foundation Inc.	31
Walter and Duncan Gordon Foundation	20
Fondation TD des Amis de l'Environnement	15
The Thomas Sill Foundation Inc.	10
Autres (moins de 10 000 \$)	5
	1 220
Secteur privé et autres	
Manitoba Hydro	1 120
IVL Swedish Environmental Research Institute	265
Sustainable Development Strategies Group (SDSG)	194
Tokyo Institute of Technology	102
Makerere University	63
Yukon College	48
Oxfam Novib	47
HSBC Bank PLC	36
North/South Consultants Inc.	20
Economic Development Winnipeg Inc.	20
Shell Canada	20
Berkman International Inc.	14
Saudi Arabian Oil Company	14
MDF Associates Inc.	13
Friends of the Earth Europe	12
Enbridge	10
Suncor	10
TransCanada Corporation	10
Autres (moins de 10 000 \$)	25
	2 043
	19 148
	\$



iisd International Institute for Sustainable Development Institut international du développement durable

iisd.org